

% Angles d'Attac

association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens et citoyennes.

Bulletin d'information mensuel d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève - www.suisse.attac.org

Numéro 43 - juillet 07

>>> SOMMAIRE >>>

Editorial - p1

Invitation à l'Assemblée générale d'Attac Suisse - p2

Le G8, impressions d'un contre-sommet - p 2+3

En marche pour nos droits: une semaine de mobilisations contre la précarité, le chômage et les exclusions en Suisse - p 4 et 9

4^{ème} université d'été d'Attac suisse : programmes, concert, interview de Innocent Naki, article de Ignacio Ramonet, talon d'inscription p5-8

Le démantèlement social continue... - p 10

A propos de la «violence» aux contre-sommets du G8 - p 11+12

Il faut lancer le référendum contre la politique agricole 2011. - p 12

>>> Editorial: Trouver la motivation de lutter >>>

A la suite de résultats comme celui obtenu le 17 juin lors de la votation sur la 5^{ème} révision de l'AI, nous serions tentés de nous décourager. Pourtant, lorsque les attaques des politiques néolibérales se font violentes, il est d'autant plus important de continuer la lutte. C'est dans les défaites qu'il faut trouver la force de se remotiver et d'affirmer que la résistance est importante et qu'il ne faut pas baisser les bras maintenant que l'offensive va encore redoubler de force.

Afin de puiser une nouvelle motivation, des moments d'échanges et de rencontres entre militant-e-s sont plus qu'importants.

A ce titre, pour certains d'entre nous, le contre-sommet du G8 qui a eu lieu en Allemagne ou le passage des

Euromarchés en Suisse ont vraiment permis de retrouver de l'énergie et du courage.

Pour celles et ceux qui n'auraient pas eu la chance de vivre ces moments intenses, Attac Suisse réorganise pour la quatrième année une **Université d'été du 6 au 9 septembre, à Bienne**. Moment d'échange et de rencontre par excellence dans la vie d'Attac Suisse, l'Université d'été sera cette année consacrée aux médias. Vous trouverez au milieu de l'Angles d'Attac un feuillet avec le programme provisoire et quelques textes de présentation. En attendant de vous retrouver à Bienne, nous vous souhaitons une excellente lecture et un très bel été!

Le comité de rédaction



source images: <http://www.avanti-projekt.de/images/G8-Slide/index.html>

Convocation à l'Assemblée générale d'attac suisse du 8 septembre 2007

Chères amies, chers amis,

Nous vous invitons cordialement à la septième Assemblée générale (AG) d'attac suisse, pour discuter ensemble de l'année politique écoulée et des échéances à venir pour le mouvement altermondialiste. L'AG 2007 aura lieu dans le cadre de notre 4ème Université d'été à Bienne.

Par cette lettre, nous aimerions vous rappeler les étapes qui précèdent l'Assemblée générale:

- **Les motions** qui désirent bénéficier de traduction et de distribution pourront être envoyées jusqu'au **15 août**. Ce service ne pourra plus être garanti pour les motions arrivant après cette date. Elles seront mises en ligne sur le site internet d'attac suisse au fur et à mesure de leur arrivée.
- **Les amendements aux motions** pourront, quant à eux, être envoyés jusqu'au **1er septembre** afin de permettre leur reproduction pour l'Assemblée générale.

Si possible, les documents doivent être envoyés sous forme informatique par e-mail à suisse@attac.org ou par courrier postal à attac suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève.

Nous profitons de cette convocation pour vous annoncer qu'attac suisse aura tout prochainement besoin d'un-e nouveau/elle comptable puisque Laure, après de nombreuses années de comptabilité militante, ne se représentera pas à ce poste.

Au plaisir de vous y rencontrer nombreuses et nombreux, nous vous souhaitons un bel été.

Pour la coordination nationale d'attac suisse
Florence Proton, Ounsi El Daïf

Programme de l'assemblée générale du 8 septembre 2007

9h30-10h

Mot de bienvenue, bilan politique de l'année d'attac suisse

10h - 11h

Rapport d'activités, comptes et budget d'attac suisse

11h - 12h30

Discussion et adoption des différentes motions, perspectives d'actions

>>> G8, impressions d'un

Le contre-sommet du G8 qui a eu lieu en Allemagne du Nord du 1er au 8 juin a été un moment intense pour des milliers de militants. Ils se sont réunis à cette occasion, afin de réaffirmer leur résistance aux politiques dévastatrices soutenues par les 8 plus grandes puissances de ce monde.

Voici quelques impressions de ce contre-sommet.

Issus de toute l'Europe et même au-delà, de toutes sortes d'associations, de mouvements, de partis ou de syndicats, les militants se sont donné rendez-vous à Rostock, au bord de la Baltique le 2 juin. Ceci pour dénoncer les politiques dévastatrices du G8 lors de la grande manifestation.

Nous, les Suisses et Suissesses, sommes pour la plupart arrivés avec le train spécial affrété pour l'occasion par attac Allemagne. Après 16 heures d'un voyage plus que mouvementé, les 700 militants que contenait le train ont été déversés sur les quais de la gare principale de Rostock Début d'une semaine intense...

Répartis en trois camps, nous rejoignons rapidement le nôtre, situé près de l'ancien port de pêche. À peine avons-nous le temps de monter nos tentes, de nous familiariser avec le camp et de saluer les amis retrouvés, que nous filons à la «Grossdemo». Au lieu du rendez-vous, des milliers de militants sont déjà réunis, attendant patiemment le départ en écoutant les discours sur les guerres impérialistes, le patriarcat ou le réchauffement climatique. Chacun a rejoint son tronçon, les drapeaux, pancartes ou codes vestimentaires servent de signes de ralliement. Après 14h00 la manifestation s'ébranle enfin. La suite est connue, les médias ont largement décrit les scènes apocalyptiques qui ont ponctué la manifestation. Tout le monde est atterré en comprenant ce que cela signifie: à la trappe nos revendications, à la trappe le «capital sympathie» dont disposaient les manifestant-e-s. La presse se

chargera largement de décrire la violence, d'annoncer la déferlante de barbares destructeurs et de reléguer nos revendications au fond du grenier. Elles sont tellement moins vendeuses que des photos de voiture en feu et de casseurs hargneux.

Quelle stratégie adopter pour éviter ce type de situation? Telle est la question qui hante tous les esprits. À cette question, aucune analyse à chaud ne permet de répondre. Pourtant, dans les jours qui suivent, elle sera longuement débattue et discutée. Mais deux choses nous sautent aux yeux rapidement. Tout d'abord, nous ne savons pas qui sont ces personnes qui entament le processus de la violence: policiers infiltrés, personnes peu politisées profitant des manifs pour «casser du flic» ou militant-e-s revendiquant l'utilisation de la violence comme moyen d'action politique. Une chose est sûre: la présence massive de la police coupant la manifestation à plusieurs reprises ou attaquant sans discernement les militant-e-s, a certainement une grande part de responsabilité dans ces événements. D'autre part, nous avons pu constater que les mêmes personnes habituellement cataloguées de black block participaient activement à des formes de «désescalade» de la violence. Que ce soit en faisant des sittings devant des cordons de police ou en séparant ces derniers des manifestants les plus échauffés, de telles pratiques actives sont plus qu'encourageantes pour l'avenir (voir article sur la violence).

L'autre temps fort de cette semaine a consisté en des actions de blocages de masse. Ces blocages sont organisés en aval depuis plus d'un an et demi par la coalition Block G8. Composée d'un noyau dur de personnes expérimentées par les nombreux blocages de convois nucléaires, le Block G8 a organisé une grande tournée dans différents pays européens pour expliquer le concept et la finalité des blocages. Durant toute

la durée du contre-sommet, ils ont également proposé aux militants de se former à la technique de base, nommée «technique des cinq doigts» durant des workshops de plusieurs heures. Véritable technique de guérilla, totalement pacifique, cette technique laisse la police sans moyen de réaction à tel point qu'elle l'avoue elle-même: elle n'a pas de stratégie efficace à opposer à cette technique. L'idée de cette technique est de partir en formant une manifestation compacte et de se séparer en cinq branches lorsque l'on butte contre un barrage de police. Chaque militant forme avec quelques autres personnes un groupe affinitaire, avec lequel il est supposé rester. Malgré l'agressivité de la police, malgré les canons à eau et les gaz lacrymogènes et malgré les hélicoptères, parfois jusqu'à neuf, qui nous survolaient, la plupart des 10'000 manifestants sont parvenus sans problème à occuper les voies d'accès à Heiligendamm. Ces blocages ont été un grand succès. Nous avons réussi à occuper les routes pendant quasiment toute la durée du sommet. Et le tout s'est passé dans un esprit de grande solidarité, sans qu'il n'y ait de violence à déplorer. Les habitants des villages alentour ont également soutenu à leur façon ces blocages. Ils nous ont apporté des vivres, de l'eau ou ont fait le taxi-pour certains pendant des heures- afin de ramener les militants à leurs camps. Pourquoi, peut-on se demander, ces blocages ont-ils eu tant de succès? Pourquoi, au lendemain du premier jour, des personnes sont-elles arrivées des quatre coins de l'Allemagne pour y participer? Probablement parce que les blocages ont un sens pour des personnes sceptiques. Elles ne croient plus aux politiques imposées par le haut, ni en la capacité de les changer par des voies démocratiques et elles cherchent un moyen pacifique de revendiquer un changement.



Mais le G8 c'était aussi...

Des rencontres surprises :

- ce militant d'attac Allemagne, qui fait partie de notre groupe affinitaire durant les blocages et qui, loin de paniquer alors que les policiers sont à moins d'un mètre, avance tranquillement en chantant "Shalom, Shalom!"
- ces personnes qui nous attendent au bord de la route, au milieu de la nuit, alors que nous rentrons après de longues heures de blocages, pour nous féliciter et nous donner des vivres.
- cet étudiant qui m'explique -à 5 heures du matin, autour d'un feu de bois, alors que le jour se lève sur le camp- le programme politique qu'il a élaboré pour fonder son propre parti et révolutionner la politique de son pays.
- ce couple, appartenant au black block, qui nous explique qu'ils se sont acheté des t-shirts de couleur pour les blocages (à la demande des organisateurs, le black block s'est vêtu de couleur) et qui déclarent avec une sincérité désarmante: «Ça faisait quand même mieux sur les photos de voir de la couleur!»

- cette journaliste d'ARD, à moitié hystérique, qui se met à hurler devant le QG d'attac «Pourquoi personne dans ce camp ne veut nous parler? Qu'avez-vous donc à cacher? Quelle est cette stupide règle qui nous empêche de filmer et de faire notre métier?» Et patiemment, une personne se dévoue pour lui expliquer que les photos et films sont interdits dans le camp, sauf consentement intentionnel des personnes, que c'est une question de respect des libertés individuelles. Apparemment, ces notions lui passent au-dessus de la tête, probablement n'en a-t-elle même jamais entendu parler.

Un système sécuritaire disproportionné et injustifiable :

- autour de notre camp, qui compte 6'000 personnes, je dénombre un jour 46 fourgons de police ainsi qu'une trentaine de voitures. Combien peut-on transporter de policiers dans toutes ces voitures??
- des fouilles à chaque entrée/sortie de train, à chaque manif, parfois même plusieurs.
- des hélicoptères qui nous survolent constamment, nous filment durant des heures.

- la manifestation contre les expulsions et pour la libre-circulation, bloquée pendant plus de 4 heures sur un prétexte complètement fallacieux. 8'000 manifestant-e-s, 10'000 selon la police, se retrouvent ainsi bloqué-e-s des heures dans une ruelle. Sur les côtés, des tas de pavés "à disposition", semblent-ils annoncer! Et pourtant, malgré toute la volonté de la police, pas un gravillon n'a été jeté!

- en quelques chiffres: 17'800 policiers mobilisés, 850'000 personnes contrôlées aux frontières allemandes, des milliers de blessés après la manifestation de samedi et 1'057 personnes en garde à vue! Et tout cela pour un coût atteignant les 100 millions d'euros!

Mais encore et surtout une incroyable solidarité, un moment de revitalisation pour chacun-e

- un camp autogéré, de la cuisine végétalienne à tous les repas, des personnes qui aident spontanément à peler des betteraves, à servir le petit-déjeuner, à ramasser les déchets.
- des workshops dans tous les coins, des discussions animées et qui embrasent les gens, un partage d'opinion, de points de vue, des films militants, des concerts...

Finalement, d'incroyables moments de solidarité, un formidable moyen pour retrouver confiance en la résistance, de puiser de l'énergie. Des militantes et des militants qui luttent au quotidien, dans leurs régions, parfois découragé-e-s, souvent seul-e-s, qui se retrouvent, se remotivent mutuellement, échangent leurs stratégies et qui repartent épuisé-e-s physiquement, mais avec une certitude: la lutte continue!

>>> AGENDA >>>

> Bienne >

Jeudi 5 juillet, 20h

Filmpodium. Diffusion du film de Daniel Künzi "La Boillat vivra", Fb du Lac 73.

> Vaud >

Mardi 3 juillet, 20h

Rencontre mensuelle ouverte à tout le monde. Présentation du nouveau DVD du groupe Multinationales et discussion des activités d'attac vaud, Centre culturel Pôle Sud, av. J.-J. Mercier 3, Lausanne.

D'autres réunions se tiendront courant juillet, consultez <http://www.local.attac.org/valaud> pour plus de détails.

Mercredi 15 août, dès 18h30

Fête de la mi-été. Grillades à Vidy au Parc Bourget, à l'est de la Chamberonne/Dorigny. Venez nombreuses et nombreux et amenez boisson, viande, une salade ou un dessert à partager, assiette + couvert + verre et habits chauds. Grilles et bois de feu fournis.

Mardi 4 septembre, 20h

Rencontre mensuelle. Centre culturel Pôle Sud, av. J.-J. Mercier 3, Lausanne.

> Genève >

Mardi 10 juillet, 18h

Réunion d'attac genève, kiosque du parc des Bastions, Genève.

> Neuchâtel >

Jeudi 28 juin 2007, de 17h30 à 18h30

Dernière récolte de signatures pour le référendum sur l'imposition des entreprises

Stand à Cap 2000, Peseux

Prochains comités:

Mardi 11 septembre 2007, 20h00, à l'Arrosée à Neuchâtel

Jeudi 25 octobre 2007, 20h00, à l'Arrosée à Neuchâtel

Mardi 4 décembre 2007, 20h00, à l'Arrosée à Neuchâtel

>>> En marche pour nos droits: une semaine de mobilisations contre la précarité, le chômage et les exclusions en Suisse >>>

Permettant de faire le lien entre la précarisation et les politiques globales néolibérales, les Euro-marches contre la précarité et les exclusions sont un symbole de la résistance contre les politiques dominantes qui sont poussées lors des réunions tel que le G8. Organisées en Suisse par une large coalition allant de la société civile aux syndicats en passant par les associations de migrant-e-s, d'étudiant-e-s, de précaires et des partis, elles se sont inscrites dans les marches européennes qui ont rejoint Rostock le 1er juin.

Voilà, en photo, le carnet de voyage de cette longue et intense semaine qui nous a permis de traverser la Suisse en portant nos revendications de Genève à Bâle, du 21 au 26 mai 2007.

Du 20 au 26 mai, nous avons pris la route tous les jours: une dizaine de personnes ont marché toutes les étapes de Genève à Bâle. Traversant les villages et les villes, portant nos revendications d'un bout à l'autre de la Suisse, souvent rejoints en route par des personnes intriguées, intéressées et finalement souvent sensibilisées à ces questions, nous avons vécu

une semaine riche en rencontres et en partage.

Tel jour, nous croisons des ouvriers du bâtiment, à qui nous distribuons des tracts, et qui nous demandent de porter leur revendications: l'association suisse des entreprises venant de dénoncer leur convention collective, leur avenir est donc plus qu'incertain. Tel autre jour, ce sont plusieurs personnes qui connaissent personnellement des situations de précarité qui viennent grossir nos rangs. B., par exemple, nous accompagne sur plus de dix kilomètres. Il nous explique avoir fait partie de la vague de licenciements collectifs décidée par l'opérateur téléphonique Orange au printemps 2003. Il nous raconte les conditions de travail exécrables et les pressions subies dans cette entreprise. Il ne s'est, pour l'instant, pas encore réinséré de manière durable dans le monde du travail. Ces rencontres sont toujours l'occasion de discuter, de faire des liens entre les politiques promues par les classes dirigeantes de nos pays et des situations individuelles et donc toutes très diverses. Ce sont aussi des moments d'encouragements

>>> suite page 9





4e université d'été d'attac suisse Bienne, Salle Farel, 7-9 septembre 2007

MANIPULÉS OU MANIPULATEURS ?

Les médias, fabrique du consentement
à l'heure de la mondialisation

La situation à laquelle font face aujourd'hui les différents mouvements sociaux et citoyens est sans appel : le néolibéralisme ne recule pas, mais se durcit, et ce en dépit des résistances que lui opposent celles et ceux qui refusent la dégradation des conditions d'emploi, les délocalisations, la disparition progressive des services publics, la baisse de la fiscalité sur les plus riches et les grandes entreprises, la dégradation écologique ou la dissémination des OGM dans les campagnes.

Cette évolution n'aurait pas été possible sans la complicité des médias. Sans leur aide, sans leur participation, parfois même involontaire, le néolibéralisme et ses désastreuses conséquences ne seraient peut-être pas acceptées aussi facilement par la grande majorité des citoyennes et citoyens. Car il ne fait en effet nul doute que les médias et l'information, pris dans un sens large c'est-à-dire également la publicité, façonnent en grande partie notre perception du monde.

Vendredi 7 septembre

14-17 heures:

Ateliers

20 heures, soirée publique:

L'impact des médias: comment créent-ils l'opinion ?

avec **Innocent Naki**, journaliste et écrivain et **Ignacio Ramonet**, directeur du Monde diplomatique



Samedi 8 septembre

9-12 heures:

Assemblée générale d'Attac suisse

14-17 heures:

La concentration des médias aux mains de grands groupes avec un représentant de **Acrimed** et **Helen Brügger** de la WochenZeitung

dès 18 heures:

Repas et animation au Gymnase du bord du lac dans le cadre du **Forum social Biel-Bienne**

dès 23 heures:

concert à la **Coupole** avec **Les Petits Chanteurs à la Gueule de Bois**, **Kulturattentat.ch** et **Malasuerte**
(Détails sur www.sfbb.ch)

Dimanche 9 septembre

9-12 heures:

La destruction de l'information par la recherche de bénéfices et par l'importance accordée aux faits divers avec un membre du syndicat **Comedia**

14-17 heures: **Des alternatives aux médias au médias alternatifs et indépendants** avec une représentante de la **Meute suisse** et un-e journaliste de **Antidot**

Programme provisoire en cours d'élaboration et susceptible de modifications. Version 21.6.07

Manipulés ou manipulateurs ?

Les médias, fabrique du consentement à l'heure de la mondialisation



Fin du 4^e pouvoir

Contrôler les médias signifie en conséquence exercer un contrôle plus ou moins étendu sur la réalité. Dans les régimes dictatoriaux, cette forme de pouvoir est explicite et prend la forme de la censure, de la persécution des voix indépendantes et de la propagande. Dans les pays démocratiques, le mécanisme est en revanche plus subtil. S'il est vrai qu'aucun contrôle direct n'est exercé, la soumission des médias aux lois du marché d'une part et à l'idéologie dominante d'autre part a fini par affaiblir, voire

parfois même par neutraliser, leur rôle de quatrième pouvoir et par là-même les voix qui tentent de faire passer d'autres messages, d'analyser de manière critique la société et de développer d'autres idées.

Les lois du marché, au travers des grandes fusions des années 1990, ont concentré l'information et la production culturelle aux mains de grands groupes internationaux et nationaux. Cette concentration de différents types de médias permet à ces derniers d'atteindre des millions de personnes et à leurs propriétaires d'imposer leurs valeurs et leurs décisions. L'exemple le plus frappant de ce mécanisme est peut-être celui de la médiatisation des grèves. Les raisons qui poussent certaines personnes à faire grève ne sont que peu traitées, voire pas du tout, par les médias qui ne manquent en revanche aucune occasion pour dénoncer les consé-

quences négatives de la grève. Il est en effet courant de lire dans les journaux ou d'entendre à la radio et aux informations télévisées la rengaine « les usagers sont pris en otages par les grévistes ».



« Du cerveau disponible »

Une autre dérive actuelle des médias est la transformation des lecteurs, auditeurs, et téléspectateurs en une marchandise vendue aux publicitaires. Le PDG de la chaîne télévisée française TF1 est à ce titre on ne peut plus clair : « *dans une perspective « business », soyons réalistes : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. Or pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible.* ».

Dans ce contexte, la seule préoccupation des éditeurs est leur audimat (ou nombre de « consommateurs ») afin de pouvoir augmenter le prix des insertions publicitaires. Et pour y parvenir, l'information sérieuse et de qualité est bannie au profit du fait-divers et du « people », so-disant beaucoup plus « sexy » et donc susceptible d'intéresser le plus grand nombre. L'arrivée des journaux gratuits, dont le seul but n'est que de vendre de l'es-

pace publicitaire, n'a fait qu'accélérer le mouvement.

Une chose apparaît donc clairement : les médias ont un rôle essentiel pour diffuser les messages qui permettent aux élites de mener des guerres, des politiques destructrices et antisociales sans être contestées, tout en leur permettant de s'enrichir. La tenue d'élections ou de votations n'a aucune valeur si la population n'a pas accès à des informations indépendantes et critiques et, par conséquent, la démocratie est illusoire.



Alternatives

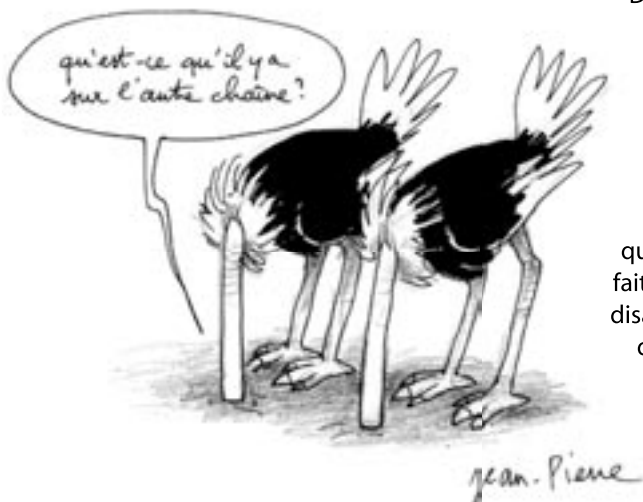
Il reste toutefois des médias et des espaces d'information qui arrivent encore tant à résister au processus de concentration de la presse qu'à tenir un discours non conforme à l'idéologie dominante, que ce soit des journaux indépendants, des radios ou des télévisions avec un véritable mandat de service public comme Arte ou des sites et des blogs Internet.

Partant de ces différents constats et du rôle qui est le sien, à savoir un travail d'éducation populaire pour que les citoyens puissent se réapproprier la politique, c'est-à-dire peser effectivement sur les décisions qui les concernent bien au-delà des simples échéances électorales, attac Suisse a décidé de faire des médias et de leur soumission au néolibéralisme le thème central de sa 4^e Université d'été, qui aura lieu du 7 au 9 septembre à Bienne.

Les principaux axes de discussion seront les suivants :

- **L'impact des médias : comment créer les opinions ? »**
- **La concentration des médias : du 4^e pouvoir à la soumission à l'ordre néolibéral**
- **La destruction de l'information**
- **Des alternatives aux médias aux médias alternatifs**

Sur les deux pages suivantes, vous trouverez deux textes de présentation des orateurs du vendredi soir, Ignacio Ramonet et Innocent Naki



Menaces sur l'information



Large extrait de l'éditorial du Monde diplomatique de janvier 2007 écrit par Ignacio Ramonet, qui interviendra lors de la prochaine Université d'été d'attac suisse.

La presse écrite traverse la pire crise de son histoire. Non seulement en France mais presque partout dans le monde, des journaux, y compris Le Monde diplomatique, sont confrontés depuis trois ans à une baisse régulière de leur lectorat. Celle-ci fragilise leur équilibre économique, met en péril leur survie et pourrait donc, à terme, menacer la pluralité des opinions dans nos démocraties.

Les difficultés que vient de connaître, par exemple, en France, le quotidien Libération sont symptomatiques d'un état général alarmant de la presse. Autant qu'on puisse les déterminer, quelles en seraient les causes principales?

D'abord, l'irruption des «gratuits». Une appellation qui constitue une escroquerie, car des lecteurs croient que l'information se fabrique sans coûts alors que, dans le cas des «gratuits», ils la paient sous forme de taxe publicitaire invisible incorporée au prix de chacun des produits de consommation qu'ils achètent. En quelques années, ces journaux se sont hissés aux premiers rangs de la liste des plus diffusés. Avec plusieurs conséquences: beaucoup de personnes ont cessé d'acheter les quotidiens payants; et les annonceurs ont commencé à se reporter sur les «gratuits». Or les ventes en kiosque et la publicité constituent deux des principales ressources d'un journal, la troisième étant les abonnements.

D'autre part, Internet, qui chamboule la totalité des pratiques culturelles (musique,

édition, cinéma, télévision) et n'épargne pas le champ de la communication. Il est significatif que le récent lancement de la nouvelle chaîne internationale d'informations, France 24, ait été effectué sur la Toile, et seulement le lendemain sur le câble et le satellite. Le nombre de personnes connectées à Internet pour y puiser des informations ne cesse d'augmenter. Certaines ont, du coup, cessé d'acheter des journaux. Elles aussi comme les lecteurs de «gratuits» désertent donc les kiosques. Ce qui contribue à la diminution du nombre de ceux-ci (2) et accentue mécaniquement le recul de la diffusion payante de tous les titres, quelle que soit leur périodicité.

Internet fascine par le grand nombre de sites gratuits disponibles, par la possibilité aussi d'y créer son propre moyen d'expression personnel (le blog), et par la facilité à échanger des opinions sur tous les sujets. Une telle avancée, indéniable, en matière de liberté doit être pondérée par au moins deux considérations. D'abord celle-ci, troublante: la plupart des collectifs qui, par le biais d'Internet, se sont lancés, à corps perdu, avec un souci de démocratie participative, dans des discussions et des débats internes de forte intensité se sont souvent retrouvés littéralement atomisés, fractionnés, au bord de l'impuissance ou de l'autodestruction.

Ensuite, ce constat du chercheur américain Eric Klinenberg (lire son article «Les bénéficiaires inattendus du miracle Internet»): «Internet a longtemps été caractérisé par le nombre illimité de ses nouveaux sites exprimant la diversité des opinions politiques d'un bout à l'autre du spectre. Mais, désormais, les sites les plus populaires sont contrôlés par les groupes de médias les plus puissants.» Cela signifie que, comme toujours dans l'histoire des communications, quand un nouveau média apparaît des gazettes du XVIII^e siècle aux «radios libres» des années 1970 et à Internet aujourd'hui, il donne d'abord l'impression d'élargir le périmètre de la liberté d'expression avant d'être repris en main par les puissances d'argent. Et normalisé. Déjà, les profils de lecteur déterminés par l'usage d'un moteur de recherche sont vendus à des marchands désireux de mieux cibler leurs consommateurs potentiels...

En France, la propriété des grands médias est concentrée entre les mains de quelques groupes industriels et financiers, dont deux fabricants d'armes: Lagardère (via Hachette) et Dassault (via la Socpresse). Ce constat préoccupant doit conduire les citoyens à se mobiliser et à soutenir, en riposte, la presse indépendante dont fait partie Le Monde diplomatique(...)



Les "gratuits": un plus pour l'information ?

«Retourner le miroir déformant»

Un délit commis par un Suisse est-il moins vendeur qu'un crime perpétré par un étranger ? L'écrivain et journaliste Innocent Naki (qui sera intervenant lors de la prochaine Université d'été d'attac suisse) dénonce dans son troisième livre la manipulation des faits divers et son exploitation à des fins populistes.

par Federico Rapini
Journal du Jura du 2 juin 2007

En mars dernier, une femme de 42 ans était retrouvée morte aux Prés-de-la-Rive, assassinée à coups de batte de base-ball par trois Suisses. Cette affaire sordide fut à peine relayée par les médias nationaux. En revanche, le viol d'une jeune femme par trois Kosovars mineurs à Schmittten (FR), révélée à la même époque, défrayera la chronique. Dans «Sois parfait ou retourne chez toi!», Innocent Naki révèle plusieurs cas de stigmatisation des communautés étrangères par le biais du fait divers.

Innocent Naki, pensez-vous que certains médias favorisent l'instrumentalisation des faits divers ?

Il n'existe pas de «spécialisation» proprement dite. En revanche, j'ai pu remarquer que la couverture médiatique de certaines affaires s'est faite au détriment de personnes ou de communautés étrangères.

Prenons le cas du meurtre de cette femme à Bienne. Vous prétendez que les médias nationaux ont négligé cette affaire parce que les auteurs présumés sont Suisses.

Il est intéressant de comparer le meurtre

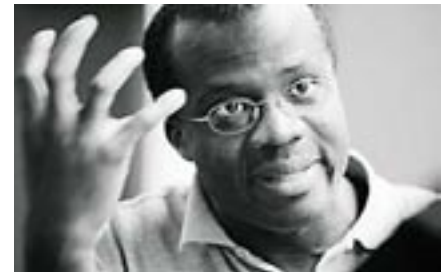
de Bienne et le viol de Schmittten. Ce dernier cas a entraîné un véritable matraquage médiatique. La Radio suisse romande a même délocalisé son émission Forums dans cette bourgade fribourgeoise. Mais les faits - qui restent très graves - remontent à 2005! En revanche, l'assassinat de cette femme à Bienne était une affaire récente et plus sérieuse, car il y a mort d'homme. L'information a été presque passée sous silence. Alors si cette timidité ne s'explique pas forcément par l'origine suisse des accusés, je suis convaincu que ce meurtre aurait bénéficié d'un écho médiatique plus important si les meurtriers avaient été Albanais ou Africains.

Avez-vous pris contact avec les rédactions concernées ?

Oui, j'ai eu de nombreux échanges avec les journalistes dont un qui m'a particulièrement choqué. Le Matin avait relaté une affaire de viol perpétré par deux joueurs du HC La Chaux-de-Fonds, sans toutefois révéler la nationalité des auteurs. J'ai donc pris contact avec le correspondant neuchâtelois de ce quotidien qui m'a expliqué la politique maison en matière de fait divers. Chez eux, la nationalité suisse n'est pas une information, contrairement à l'origine étrangère. Un aveu qui fait froid dans le dos.

Vous êtes vous-même journaliste. Cela ne vous gêne-t-il pas ?

Les personnes sont changeantes, contrairement aux actes. Je ne critique pas les journalistes, je dénonce une méthode de travail qui contrevient à la déontologie du métier. La Déclaration des droits et devoirs des journalistes est très claire en la matière: toute allusion par le texte ou par l'image susceptible d'avoir un carac-



tère discriminatoire pour une communauté donnée est à proscrire. Si les rédactions souhaitent préciser la nationalité des protagonistes des faits divers, elles doivent le faire dans tous les cas.

Avez-vous reçu des réactions négatives ?

Je ne suis pas un dictateur qui souhaite être respecté dans les rédactions. J'aimerais attirer l'attention sur une pratique qui engendre beaucoup de souffrance. Certaines communautés se voient constamment dans la presse comme à travers un miroir déformant. Ma démarche consiste à retourner ce miroir pour que certains journalistes puissent s'y refléter. La seule réaction irritée que j'ai reçue est celle de Peter Rothenbühler (rédacteur en chef du Matin n.d.l.r.), qui m'a adressé un billet d'humeur acerbe dans sa chronique hebdomadaire. J'ai pris ça avec beaucoup d'humour.

Pensez-vous vraiment que l'« exploitation » du fait divers contribue à la banalisation du racisme ?

Elle sert surtout la cause de politiciens qui jouent sur la peur des gens à des fins électoralistes. Je n'accuse pas les journalistes d'être complices. Mais à force de rechercher l'information sensationnelle, ils jouent le jeu des partis d'extrême droite.

Talon d'inscription

Nom, Prénom: _____

Adresse: _____

NPA et Lieu: _____

Tél: _____

E-mail: _____

- Je suis disponible à donner un coup de main pour l'organisation de l'université d'été.
 Merci de m'envoyer exemplaires de ce dépliant à diffuser autour de moi.

Je participerai du au (prix en relation)

	Prix de base	de soutien
Entrée journalière	<input type="checkbox"/> 10 francs	<input type="checkbox"/> 20 francs
Entrée deux jours	<input type="checkbox"/> 20 francs	<input type="checkbox"/> 40 francs
Entrée trois jours	<input type="checkbox"/> 25 francs	<input type="checkbox"/> 60 francs
Repas du vendredi soir	<input type="checkbox"/> 10 francs	<input type="checkbox"/> 20 francs
Nuitée	<input type="checkbox"/> 15 francs	<input type="checkbox"/> 30 francs
Prix soutien pour le tout	<input type="checkbox"/> 200 francs	

Merci de payer si possible avant le 20 août la somme requise sur le CCP 30-182062-1, attac Bienne, mention Université d'été
Le coût financier ne doit aucunement être un frein à votre participation !

**Pour le renvoi: attac Bienne, case 4314, 2500 Bienne 4
ou annoncez-vous par e-mail: bienne@attac.org**

à poursuivre notre route et notre action. Finalement, ces marches ont également permis de créer un lien entre les différents réseaux travaillant sur le même sujet.

Dimanche 20 mai

Devant l'OMC, une cinquantaine de personnes se rassemblent pour prendre part à cette première étape des marches contre la précarité, les exclusions et le chômage. Foule bigarrée, arborant des dossards "Chômeurs", "Sans statut légal", "temporaire" ou encore "famille monoparentale", comme autant de situations qui peuvent amener à la précarité. 25 kilomètres plus loin, nous atteignons enfin notre premier but: Nyon, où nous sommes attendus dès le lendemain.



Lundi 21 mai

Cette deuxième journée des marches commence tôt par la distribution de tracts dans les trains. Il est 6h00 et les trains entre Genève et les villes de la côte lémanique sont remplis de femmes de ménage, souvent employées dans des conditions inacceptables par les riches familles des villages aux alentours de Genève et de Nyon. Cette première action vise justement à mettre le doigt sur leurs conditions de travail et d'informer les personnes touchées sur

leurs possibilités de se défendre. Pour la fin de cette journée, une paëlla, une exposition de photos sur la souveraineté alimentaire et un débat entre J. Dupraz, V. Hemmeler et Ph. Sauvain sur la question de la précarité chez les travailleurs et travailleuses agricoles ont encore été organisés par l'Autre Syndicat et Uniterre.



Mardi 22 mai

Nous quittons Nyon pour rejoindre Renens. Une vingtaine de kilomètres sous un soleil de plomb, durant lesquels nous faisons de nombreuses rencontres, dont plusieurs personnes qui se joignent spontanément à nous pour parcourir quelques kilomètres. Vers 17h00, nous arrivons enfin à Renens. Un comité d'accueil, installé sur la place du village, se charge de nous redonner des forces. Après ces joyeuses agapes, nous assistons, ainsi qu'une centaine de personnes, à la représentation de la pièce de Dario Fo "Faut pas payer", qui, malgré ses 40 ans, reste une pièce d'une grande actualité.



Mercredi 23 mai

Une manifestation contre la précarité des jeunes, des étudiant-e-s et des apprenti-e-s relie Renens et Lausanne. Particulièrement mobilisé-e-s pour cette étape, les étudiant-e-s de l'école sociale et pédagogique de Lausanne, celles et ceux de l'UNIL et de l'EPFL ont répondu présent pour dénoncer les réformes qui démantèlent les études, précarisent les étudiant-e-s en réduisant les bourses tout en augmentant les frais d'inscription et finalement diminuant la qualité des formations.



Jeudi 24 mai

L'étape suivante nous conduit jusqu'à Fribourg, où la coalition sur place a mis l'accent sur la guerre en Irak et la 5ème révision de l'AI. Une manifestation à travers la ville de Fribourg rappelle que dans notre pays, ce sont toujours les plus faibles qui payent la facture sociale.

Vendredi 25 mai

Après une longue et belle journée de marche entre Fribourg et Berne, nous rejoignons la capitale suisse où nous sommes attendus pour la soirée. Un comité d'accueil sur la place fédérale nous emmène pour le repas du soir et à la conférence qui ponctue la soirée sur la question du revenu universel.

Le samedi 26 mai est déjà le dernier jour des marches européennes en Suisse. Cette étape, hautement symbolique, placée sous le thème de la migration et de la libre-circulation des personnes, conduit plus de 500 militant-e-s de Suisse et d'Allemagne à manifester devant un camp de rétention et d'expulsion de migrant-e-s, puis à traverser la frontière germano-suisse.

Comme durant les autres étapes, tout s'est déroulé de façon pacifique et sans problème. De l'autre côté de la frontière, nous sommes accueillis par nos camarades de Fribourg-en-Brigau qui prennent le relais et continuent la route jusqu'à Rostock.



> France >

Huitième Université d'été d'Attac
France à Toulouse: du vendredi 24 au
mardi 28 août 2007

70 séances articulées autour du Manifeste altermondialiste pour se former, débattre et approfondir ensemble les autres mondes que nous savons possibles.

Tous les renseignements sur le site d'Attac France:
france.attac.org

>>> Impressum >>>

Edité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page : Deltagraph Bienne
Tirage 2'000 exemplaires

Abonnement (pour non-membres)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse,
rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en
mentionnant distinctement votre adresse.

Ont participé à ce numéro

Maurizio Coppola, Ounsi El Daïf, Roman Kuenzler, Michel
Pellaton, Florence Proton, Sabrina Scardua, Jane Seligmann,
Julien Steiner, Juliana Zermatten

Prochaine parution : fin août

> Traductions >

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si
vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur
coordinatrad.attac.org ou en envoyant un mail à coordinatrad.
ch@attac.org, ou par courrier postal auprès d'attac suisse

> Adresses >

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org
Genève: rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org
Neuchâtel: Case postale 21, 2035 Corcelles
neuchatel@attac.org
Bern: Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org
Zürich: Postfach 7457, 8023 Zürich, zurich@attac.org
Jura: Case postale 37, 2740 Moutier, jura@attac.org
Basel: Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org
Ticino: c/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra
Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org
Bienne: Case 4314, 2500 Bienne 4, bienne@attac.org
Valais: Case Postale 2140, 1950 Sion 2, valais@attac.org

>>> Le démantèlement social continue >>>

En acceptant le 17 juin la 5ème révision de l'AI, les Suisses ont accepté des changements massifs: prestations réduites, la rente minimale pour les plus faibles supprimée et l'adaptation de la rente pour les personnes devenues invalides avant 45 ans également supprimée. Ce sont là quelques-unes des mesures qui précariseront encore plus les personnes handicapées et les salarié-e-s. La droite a réussi à "punir les malades". Mais le démantèlement social ne s'arrêtera pas là: suite à la votation du 17 juin, le président de l'UDC Ueli Maurer a annoncé la 6ème révision de l'AI, qui veut rendre encore plus difficile l'accès à une rente et bannira chaque "lux" de l'assurance invalidité.

Il était clair d'avance: la dette de dix milliards de francs de la caisse AI ne sera pas assainie par la 5ème révision. D'autres mesures seront nécessaires. Gerold Bührer d'Economiesuisse a déjà annoncé la recette préconisée par la droite: augmenter la TVA! Justement la TVA, l'impôt injuste par excellence, qui touche surtout les bas salaires et qui augmente ainsi l'inégalité sociale. Parallèlement à cela, le Parlement, sous l'impulsion des mêmes milieux de droite, a accepté une révision de l'imposition des entreprises qui prévoit un cadeau fiscal d'environ 2 milliards de francs par année pour les gros actionnaires, qui ne représentent que 1% de la population suisse. Cet argent perdu légitimera les prochaines attaques contre nos droits sociaux avec pour argument, les caisses vides de l'Etat.

L'Union syndicale suisse (USS) a, quant à elle, fait pression sur le gouvernement. Dans deux ans le Conseil fédéral devra donner un rapport au sujet de la réinsertion des personnes handicapées au travail: soit elle fonctionne, soit elle reste, ce que beaucoup craignent, un miroir aux alouettes. Les associations d'handicapés demandent elles aussi que les défenseurs de la 5ème révision

tiennent leurs promesses et que des places de travail pour des personnes handicapées soient créées. Le résultat est prévisible: avec le chômage qui perdure, les places insuffisantes d'apprentissages, l'augmentation du temps de travail, etc., l'adaptation des places de travail par les employeurs pour des personnes atteintes dans leur santé physique et psychique restera une illusion!

La vie des personnes handicapées et des salarié-e-s qui travaillent se complique: pour les uns, avec la suppression et la baisse des rentes, la qualité de vie et les contacts sociaux diminuent, le risque de tensions au quotidien augmente, leur réadaptation à la vie professionnelle ne se fera pas sans d'énormes pressions; pour les autres, la perspective d'avenir devient difficile, l'incertitude de la sécurité sociale augmente. L'avenir d'une grande couche de la société sera fragilisé.

Quatre cantons ont refusé la 5ème révision de l'AI: Genève, Neuchâtel, Jura et Fribourg; dans les cantons de Vaud et Bâle-Ville, la révision n'a été acceptée que très faiblement. Par contre, le taux élevé de «Oui» en Suisse allemande est en lien avec la faible mobilisation de la population et, une fois de plus, montre la nécessité de campagnes fortes, répondant aux politiques de droite.

La 5ème révision de l'AI doit être analysée dans un contexte global: les campagnes de démantèlement social de la droite ne connaîtront, à l'avenir, pas de limites. La 5ème révision de l'assurance invalidité n'était qu'une étape, la politique de précarisation s'attaquera encore à l'AVS (le premier pas pour retarder l'âge de la retraite à 67 ans) et à toutes les autres assurances sociales. Il est essentiel de s'opposer à cette politique de précarisation en tissant des liens entre les partis de gauche, les syndicats et les mouvements sociaux pour construire une vraie gauche, solide et capable de créer un réel rapport de force!

>>> A propos de la « violence » aux contre-sommets du G8 >>>

La grande manifestation contre le sommet du G8 à Heiligendamm, le samedi 2 juin, a de nouveau été émaillée d'incidents violents avec la police. Il est temps de s'interroger sérieusement sur l'origine de ces violences et sur la manière de les limiter. La grande opération pacifique de blocage de routes, organisée en fin de semaine, peut fournir des pistes à cet égard.

La manifestation qui ouvrait le contre-sommet du G8, le samedi 2 juin à Rostock, a une fois encore vu éclater des incidents violents entre la police et une minorité de manifestants. Il n'en fallut pas plus pour que la plupart des grands médias consacrent, pendant plusieurs jours, l'essentiel de leur couverture à ces incidents, ignorant les nombreuses critiques et alternatives portées par les opposants au G8.

Au-delà d'un évident débat de stratégie, il faut s'interroger sur l'origine réelle de ces incidents violents. Car la réponse est loin d'être aussi simple qu'il n'y paraît. Tout d'abord, elle dépend beaucoup du contexte de tension qui a précédé la manifestation. Ensuite, il faut bien comprendre qu'elle n'a rien à voir avec un soi-disant «black block»: en réalité, on ne sait pas qui sont les «casseurs», ni quelles sont leurs motivations. D'autre part, il est presque impossible de savoir qui, des policiers ou des manifestants, commet la «première» provocation. L'attitude de la police doit aussi être critiquée. Le 2 juin à Rostock, elle fut clairement maladroite (présence massive et trop visible, charge parmi des manifestants «pacifiques»), voire même ambiguë. Ainsi, le premier jour des blocages routiers, au moins un policier infiltré parmi les manifestants et jouant le rôle d'«agent provocateur» a été formellement reconnu et démasqué!

D'un autre côté, on a pu constater que les organisateurs étaient

complètement démunis pour répondre à ces incidents. Ceux-ci ont d'ailleurs engendré un débat nourri, entre les manifestants, sur le recours à la violence. Ce débat s'est poursuivi durant toute la semaine, dans les trois vastes campements autogérés qui abritaient les participants au contre-sommet. Il a très utilement influencé le déroulement pacifique de la seconde action d'éclat de la semaine: le blocage des routes donnant accès à la zone du sommet officiel par des milliers de manifestants, pendant deux jours et deux nuits. L'expérience acquise lors de cette action originale pourrait utilement inspirer les militants altermondialistes pour éviter la répétition d'épisodes violents lors de prochaines manifestations.

Une violence qui a une histoire

Pour comprendre ces violences, il faut comprendre leur contexte. Tout d'abord, pour la grande majorité des manifestants, la violence initiale vient de l'Etat, de sa police, de son armée et de ses politiques. A cet égard, le sommet du G8 est emblématique, puisqu'il rassemble les gouvernements des pays les plus riches et les plus puissants. Ils sont impliqués dans les guerres et les politiques néolibérales qui déferlent sur la planète. Qu'il s'agisse de guerres en bonne et due forme, ou de politiques internationales qui provoquent famine et pauvreté, du refus d'annuler la dette du tiers-monde, de l'organisation d'un capitalisme mondialisé et dévastateur pour les protections sociales, l'emploi, l'environnement, etc.

Le contexte de tension qui a précédé le sommet est aussi à incriminer. Pendant des mois, le gouvernement allemand a renforcé le dispositif sécuritaire autour de la zone du sommet. Au début du mois de mai, des perquisitions ont même été effectuées dans une quarantaine de squats

et locaux d'organisations de la gauche radicale, sous prétexte de «lutte contre le terrorisme». L'arsenal judiciaire a également été renforcé à l'occasion des manifestations. La crainte de la répression du mouvement est donc une préoccupation largement partagée.

Tout ceci ne signifie pas que les manifestants vont provoquer les violences. Mais il va suffire de peu de choses pour mettre le feu aux poudres. Le jugement final sur la situation sera largement une question de point de vue. Et il dépend non seulement de ce qui s'est passé le jour même, mais aussi de l'expérience des mois et des années précédentes. Ceci n'excuse pas les débordements violents qui sont survenus le samedi 2 juin. Mais il faut bien voir d'où ils viennent. Ou plutôt, il faut voir qu'on ne sait pas d'où ils viennent!

Le mythe du « black block »

Une bonne part de la confusion vient de l'appellation «black block». Beaucoup croient que le «black block» serait une organisation à part entière, avec des membres et une idéologie claire, dont le but serait de commettre le maximum de grabuge. Il n'en est rien. En Allemagne, le «black block» désigne la rencontre temporaire de personnes habillées en noir, qui vont se regrouper dans le même «bloc» de la manifestation. Ce groupe rassemble des militants divers: anti-fascistes, anti-capitalistes révolutionnaires, anarchistes, autonomes... Ces militants ont leur place dans le mouvement altermondialiste.

Rappelons ici que "l'habit ne fait pas le moine". Le fait que la plupart des «manifestants violents» portent des vêtements noirs, des écharpes et des capuches, ne permet absolument pas d'incriminer le «black block» ni aucune de ses composantes! En pratique, le samedi 2 juin, un certain nombre

de membres de ce «black block» ont d'ailleurs participé aux tentatives pour calmer le jeu («désescalade») lors des incidents.

En réalité, on ne sait pas qui sont les «casseurs», ni quelles sont leurs motivations. S'agit-il de militants de la gauche radicale? Ou d'individus non politisés mais désireux de «se frotter à la police»? Ou de militants d'extrême-droite infiltrés pour semer le désordre? Ou encore d'«agents provocateurs» de la police, dont le but serait de déclencher une répression sévère, voire de criminaliser le mouvement? A ce stade, il n'y a pas de réponse définitive à ces questions. Et c'est bien pourquoi les altermondialistes devraient s'organiser pour contenir les violences issues des rangs des manifestants.

Un exemple pour la suite ?

C'est ici que la seconde grande action d'éclat de la semaine pourrait apporter des réponses. Au cours de cette action, des milliers de manifestants ont réussi à bloquer pacifiquement, pendant deux jours et deux nuits, les routes menant à la zone du sommet officiel. Passant à travers champs et forêts, de longues colonnes de manifestants ont pu aisément déborder le dispositif policier autour de la «zone rouge». L'organisation extrêmement éclatée de l'opération a empêché la police de concentrer efficacement ses forces.

Le succès de l'opération reposait en effet, en grande partie, sur l'organisation décentralisée en «groupes d'affinités». Les manifestants étaient incités à se rassembler en groupe de 5 ou 10 personnes. Celles-ci veillent toujours à rester ensemble, tout en gardant leur place dans le plan général. Elles élisent un délégué qui participe aux discussions plus larges. Le tout permet une très

>>>

>>> Il faut lancer le référendum contre la politique agricole 2011 >>>

Le Conseil des Etats a récemment débattu du projet de réforme de la politique agricole pour la période 2008 à 2011 (PA 2011). La discussion aux chambres sur ce projet de réforme sera vraisemblablement clôturée fin juin (il ne l'est pas encore lorsque nous mettons sous pli). Différentes associations qui défendent les milieux agricoles dénoncent ces débats qui se sont faits sans tenir compte des souhaits des paysans, qui verront leur situation financière s'aggraver, les jetant encore plus dans des conditions de vie précaires et difficilement supportables. Nous avons choisi de donner la voix à Willy Cretegnny, membre fondateur de La Vrille.



Situation actuelle et tendance des marchés agricoles

Depuis 1993, l'agriculture suisse est entraînée dans une spirale de réformes successives visant à la libéralisation des marchés. Depuis le début des années nonante, le nombre d'exploitations agricoles est passé de 93'000 à 63'000 et les nouvelles réformes prévoient l'abandon de 30'000 exploitations supplémentaires d'ici 2011. Il y a lieu aujourd'hui de se rendre compte que la politique agricole mise en place en 1998 n'a pas permis d'atteindre les objectifs que le peuple a votés dans les années 1990.

La disparition de ces ex- ploitations va modifier de manière irréversible le paysage et l'habitat rural

La politique économique actuelle de libre-échange exerce une pression inacceptable sur les prix des produits agricoles. Les paysans du monde entier vendent leurs produits souvent au-dessous du prix de revient. Pour préserver une agriculture vivrière et respectueuse des normes so-

ciales et environnementales, il faut lui assurer des prix rémunérateurs. Nous ne pouvons pas nous satisfaire d'un commerce équitable de niche. Les critères du commerce équitable doivent être la norme. Notre pays abrite la plupart des organisations de défense des droits de l'homme, notre devoir est de placer le droit au-dessus du marché. Le droit à une rémunération équitable est inscrit à l'article 23 des droits de l'homme. Aujourd'hui, avec la politique de la concurrence qui laisse se développer les prix cassés, il n'y a pas que l'agriculture qui souffre. Nous ne demandons pas des prix garantis, mais que soient condamnables les prix qui ne couvrent pas les coûts de production car ils génèrent le non respect des droits et de l'environnement.

L'environnement en grand danger

La politique agricole visant à libéraliser totalement le marché agricole est un grand danger pour l'environnement. Les atteintes à l'environnement, dont certaines sont déjà irréversibles, nous interdisent de nous satisfaire d'une politique incitative. Le transport de marchandise d'un bout à l'autre de la planète n'est plus acceptable. Nous devons inscrire dans la loi la priorité aux produits de proximité (agricoles ou autres), c'est la souveraineté alimentaire.

Il est surprenant de constater aujourd'hui la capacité de la société à emmagasiner des informations prouvant les effets dévastateurs du système de libre-marché, sans que cela provoque une réelle prise de décision. Ce sont avant tout les normes sociales et les normes environnementale qui sont gravement bafouées.

Il est urgent de comprendre que nous n'avons pas d'autre choix que de remettre en cause la con-

ception actuelle du libéralisme. Il faut revenir à un libéralisme qui est la liberté d'entreprendre dans un cadre de respect des normes sociales et environnementales. Il faut faire cesser la liberté de tout faire que prônent les prophètes de l'ultra-libéralisme.

Dire non à PA 2011 c'est rejeter une politique qui ne veut plus protéger les valeurs auxquelles nous tenons. Ces valeurs, c'est le respect de nos paysages, le respect des populations qui y vivent. Nous devons lutter pour que l'on reconnaisse la légitimité du protectionnisme, car il n'y a rien de plus légitime pour une communauté que de protéger son environnement dans le sens le plus large. Faire le choix d'une politique et ne pas la protéger n'a pas de sens. Il est interdit d'élever des poules en batterie en Suisse. Résultat: il n'y a bientôt plus de poules suisses sur nos étals car nos élevages respectueux des animaux sont menacés économiquement par les élevages industriels étrangers.

Objectifs et prochaines étapes

Le référendum n'est que le début de l'action. Il est très important de commencer par dire son opposition à la politique actuelle et à celle qui est en projet. Ensuite, il faudra rapidement déposer le texte d'une initiative pour une agriculture respectueuse des normes sociales et environnementales. L'objectif premier de l'initiative est de mettre un terme à la concurrence déloyale exercée sur nos produits par l'importation de marchandises produites selon des normes sociales et environnementales bien en dessous des nôtres. Il s'agit également d'éviter qu'elles passent les frontières sans être soumises aux outils d'ajustement tels que les taxes d'importation.

Willy Cretegnny

>>>

grande souplesse sans perte de coordination. À noter que si des petites échauffourées ont eu lieu en certains points avec la police, la plupart du temps les « lanceurs de pierres » ont été isolés ou contenus.

Cette réussite apporte la preuve qu'une action large et efficace peut être organisée sans violence et avec un minimum d'entraînement. Dès lors, ne pourrait-on pas imaginer, pour d'autres occasions, que de tels « groupes d'affinité » soient constitués et entraînés à des techniques simples de « désescalade » non-violente?

Par la force de leur nombre, les manifestants pourraient alors intervenir pour neutraliser ou isoler d'éventuels « fauteurs de troubles » (quels qu'ils soient).

Ceci ne doit toutefois nullement empêcher de dénoncer la violence initiale la plus illégitime: celle qu'engendre les politiques menées par les Etats membres du G8 (entre autres).

Florence Proton (attac suisse)
Jean-Marie Coen (membre d'Attac Belgique)